



CHEDS

Savoir - Excellence - Sécurité

Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE DE L'OUEST : LE CAS DE LA CASAMANCE



Briefing Paper
Mai 2021

Numéro 1

**LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DANS LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT
AU SÉNÉGAL : LE CAS DE LA CASAMANCE**

Face aux menaces actuelles, internes et externes, la société civile s'est érigée en actrice incontournable dans les stratégies de sécurité et de paix des États. Au Sénégal, elle a joué un rôle important dans la recherche de la paix en Casamance.

Dans un contexte marqué par l'extrémisme violent, cette expérience de l'implication de la société civile en Casamance gagnerait à être pensée et développée dans le sens d'un outil de prévention.

En dehors du Sénégal, la société civile malienne, nigérienne et burkinabé, directement confrontée à l'extrémisme violent, a investi le domaine de la sécurité, à travers des actions de prévention. Ces expériences peuvent être prises en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une approche holistique de sécurité humaine au Sénégal.

Ce Briefing Paper s'appuie sur des travaux effectués dans le cadre des masters du CHEDS qui sont synthétisés afin d'offrir de nouvelles pistes de réflexion.



Avec le soutien de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

PRÉFACE

La dégradation de la situation sécuritaire dans le Sahel a mis en évidence le besoin urgent de s'interroger sur les causes profondes du drame des populations vivant dans cet espace, naguère réputé terre de brassages et de rencontres harmonieuses. Le niveau d'insécurité généré par l'extrémisme violent, l'hybridation accentuée des menaces, l'absence d'indicateurs probants de stratégies de sorties de crise sont autant de facteurs qui militent pour une réaction collective à même de susciter de nouveau l'espoir.

Dans cette quête de solutions, le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité, (CHEDS) fidèle à sa vocation de favoriser l'appropriation des clés de lecture de l'environnement géostratégique sous-régional, a noué un dialogue fécond avec la « Division Paix et droits de l'homme » du Département fédéral suisse des Affaires étrangères (DPDH/DFAE).

Ainsi, dans le sillage des « Conversations régionales » dont la première édition s'est tenue à Dakar, en 2016, le CHEDS s'est définitivement inscrit dans la trajectoire de la prévention de l'extrémisme violent (PEV) dans le Sahel en général, et au Sénégal en particulier. En effet, le renouvellement de l'arsenal conceptuel de la lutte contre l'extrémisme dans le Sahel, au-delà de la critique du « tout sécuritaire », a besoin de mettre en orbite de nouvelles problématiques, parmi lesquelles l'approche préventive. Prévenir, c'est d'abord comprendre et circonscrire les causes profondes du mal ; c'est aussi questionner, en amont, les postures des différents acteurs, notamment les Forces de Défense et de Sécurité ; enfin et surtout, c'est partager les dynamiques collectives et le dialogue social favorisant l'éclosion de réponses efficaces basées sur l'anticipation... et non la réaction.

Pour accompagner cette dynamique, le CHEDS, à travers la publication d'une première série de quatre Briefing Papers (BPs), a décidé de valoriser le travail important fourni par ses auditeurs ces dernières années, sur des thématiques en lien avec l'extrémisme violent et sa prévention. Ces BPs répondent ainsi à une préoccupation commune au CHEDS et au DFAE, celle d'inscrire définitivement la PEV dans le vécu politique, législatif, doctrinal et opérationnel de nos Etats. Ils prennent en charge un aspect important de la dimension prévention fondée sur l'exploration multiforme des déterminants de l'extrémisme violent par une approche holistique, pluridisciplinaire et pleinement partagée.

C'est le lieu de renouveler notre gratitude à la DPDH/DFAE pour le soutien constant à nos programmes PEV dont l'ambition première demeure de susciter un large débat autour des problématiques soulevées. Avec l'espoir qu'à terme, ils participeront à une prise de conscience nouvelle fondée sur la vision formulée par le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres pour qui « l'édification de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes, fondées sur le plein respect des droits de l'homme et offrant des perspectives économiques à tous, est le moyen le plus concret et le plus adapté d'échapper à l'extrémisme violent. »

Général de brigade Mbaye CISSE

Directeur Général du CHEDS

Le rôle de la société civile dans la prévention de l'extrémisme violent au Sénégal : le cas de la Casamance

L'apparition de nouvelles menaces dites « asymétriques » et l'échec des réponses exclusivement militaires ont mis en exergue la nécessité d'une approche holistique de la sécurité, mettant en avant l'individu à la fois victime et acteur.

En Afrique, les manifestations de l'extrémisme violent ont fait ressortir un ensemble de facteurs complexes révélant non seulement l'idéologie religieuse, mais aussi, et surtout, des facteurs structurels liés à l'exclusion sociale, au chômage, aux problèmes liés à la santé et au développement, mais aussi à la démocratie et à la gouvernance.

Dès lors, les réponses ouest africaines à l'extrémisme violent doivent être fondées sur une approche inclusive de toutes les composantes de la Nation. A cet effet, il est devenu plus qu'évident que la sécurité ne saurait être effective sans la contribution de la population à l'instauration d'une stabilité durable et de la paix.

Le Sénégal, malgré une relative stabilité, n'est pas à l'abri de l'extrémisme violent. Adossé à un contexte sécuritaire au sud marqué par une situation ambiguë de « ni guerre ni paix », avec le conflit casamançais (à travers le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC)

qui a officiellement rejoint le maquis en décembre 1982) et qui, malgré une forte accalmie depuis quelques années et la signature de plusieurs accords de paix¹, peine à être réglé définitivement.

Si l'on sait que l'extrémisme violent se nourrit souvent de conflits non-résolus, le risque existe de voir la Casamance devenir un terreau fertile à sa propagande, d'où la nécessité de l'instauration d'une paix définitive dans la région et de stratégies efficaces de prévention de l'extrémisme violent.

La société civile, et les femmes en particulier, ont joué un rôle important dans la recherche de la paix en Casamance.

Il faut noter qu'au Sénégal, l'implication de la société civile dans la recherche de la paix n'est pas nouvelle. Elle a ainsi joué un rôle non négligeable dans le processus de paix en Casamance.

En effet, la prise de conscience des femmes, principales victimes des violences, des impacts du conflit, les a poussées à s'organiser au sein de trois principales organisations (Kagamen², Kabonketor³ et Usoforal⁴).

A travers ces organisations, les femmes sont devenues des actrices clés de la société civile et très actives dans les négociations entre différentes factions du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) ou encore entre le MFDC et l'État du Sénégal.

Particulièrement, les femmes du bois sacré⁵, bien qu'ayant été parties prenantes au conflit⁶, ont par la suite joué un rôle de facilitatrices dans les négociations⁷.

Par ailleurs, la plateforme des femmes pour la paix en Casamance, créée en septembre 2010 à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la résolution 1325 des Nations-Unies à Dakar, sur l'initiative des deux associations de femmes que sont le Kabonketor et l'Usoforal, s'est engagée dans le processus de paix à travers ses actions auprès de l'État du Sénégal et du MFDC.

Elle est devenue une sentinelle contre les violations des droits humains.

Active dans les domaines de la résolution des conflits, de la communication (plaidoyer, sensibilisation), de la mobilisation sociale, de la promotion du leadership et du renforcement de capacité des femmes, la Plateforme s'est donné pour mission d'être un réseau d'organisations de

femmes œuvrant pour le retour d'une paix définitive en Casamance, par des actions fortes de plaidoyer et de lobbying en direction de l'État du Sénégal et du MFDC, pour des négociations inclusives, sincères et transparentes.⁸

Cette démarche, initiée par les femmes, atteste de l'importance d'une approche inclusive dans le règlement des conflits.

Dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent, ces expériences pourraient inspirer le Sénégal pour une démarche préventive. Elle consisterait à donner une plus grande place aux femmes dans les processus de prise de décisions et de prévention de l'extrémisme violent.

Une telle posture devra aussi passer par le renforcement de capacités des associations de femmes afin qu'elles soient mieux outillées et préparées au rôle de régulatrices sociales et de vecteurs d'actions préventives.

A côté des femmes, des représentants coutumiers et religieux se sont aussi illustrés dans la recherche de solutions au conflit casamançais avec, entre autres, l'appel des Khalifes généraux mourides, tidianes et omariens lancé au MFDC, le programme Peace building mené par le Catholic Relief Service et la médiation de

l'Eglise catholique par le biais de Monseigneur Adrien Sarr¹⁰.

Cette implication des représentants religieux dans la sphère sécuritaire fait état d'un esprit de laïcité depuis longtemps ancré et qu'il faut continuer à promouvoir dans la prévention de l'extrémisme violent au Sénégal, où le dialogue interreligieux de même que l'Islam confrérique sont gages de stabilité.

Il faut aussi noter que d'autres organisations de la société civile ont aussi participé à la construction de la paix en Casamance.

En effet, des actions ont été posées à travers, entre autres, le Conseil des Organisations non gouvernementales d'appui au développement (CONGAD), le Groupe de réflexion pour la paix en Casamance (GRPC), le cadre Espace dialogue, la Réconciliation pour la paix définitive en Casamance (EDVR) ou encore l'Association Aguène – Diambogne qui, en célébrant la tradition de « parenté » entre les Diolas de la Casamance et les Sérères du nord du Sénégal a réclamé en son nom la paix et la réconciliation.¹⁰

En ce qui concerne le CONGAD, il a initié des programmes qui ont eu un impact positif sur la population.

En janvier 2000, le programme SUD a travaillé sur des axes que les organisations membres ont jugés prioritaires.

Il s'agit du développement de la citoyenneté, de la culture de paix et de tolérance et du renforcement des actions d'éducation.

Ainsi, le programme a initié à travers le projet « CEGID » un accompagnement psychosocial des enfants par une thérapie collective à travers des animations radiophoniques au niveau des écoles primaires, les émissions étant animées par des enfants journalistes formés à cet effet, et l'intégration des jeunes au développement économique et social.

A cet effet, des formations ont été dispensées à des jeunes et des groupements féminins pour renforcer leurs capacités opérationnelles.

La plupart des bénéficiaires ont reçu un financement pour réaliser des activités génératrices de revenus.

Il faut noter d'autres activités telles le renforcement des capacités de concertation et de dialogue politique entre les acteurs ; le renforcement des capacités des ONG locales ; la diffusion de l'étude sur les systèmes traditionnels de prévention et de résolution des conflits ; la contribution au dialogue pour une paix durable

en Casamance ; la formation en démobilisation, en désarmement et en réinsertion, en plaidoyer, en analyse stratégique, sur la bonne gouvernance, le contrôle de l'action publique, de la culture des droits humains, de la démocratie et de la paix à l'échelle régionale, communale et locale.¹³

Dans cette même dynamique, plusieurs autres organisations de la société civile se sont illustrées dans le plaidoyer, la lutte contre les Armes légères, le renforcement de capacités, la sensibilisation et le dialogue inter communautaire.

Il s'agit, entre autres, de World Education, AJAC APRAN, l'Association des cadres casamançais, RADDHO, GRAPAC, Groupe de réflexion, APAC, SOS Casamance, Sen Egidio, WANEP.

Ces ONG et associations ont mené des actions tendant à amener l'État et la branche armée du MFDC à la table de négociation.¹⁴

Au regard de ces initiatives, qui ont vu le jour à l'occasion du conflit casamançais, il est évident que l'efficacité d'une approche holistique de la sécurité, faisant intervenir des acteurs classiquement exclus, a porté des fruits.

En effet, ces expériences illustrent que les femmes, les jeunes, ou encore les représentants coutumiers et religieux ont joué un rôle de premier plan dans le raffermissement du tissu social.

En effet, c'est à la suite d'une marche silencieuse organisée par la plateforme des femmes pour la paix en Casamance dans la ville de Ziguinchor le 22 mai 2013 que 03 femmes parmi 12 démineurs seront relâchées par le MFDC. Leur libération sera suivie quelques jours plus tard de celle des hommes. De même, c'est par le biais des associations de femmes appelées Usana¹⁵ que la grande grève du lycée Djignabo de Ziguinchor en décembre 1979, chargée politiquement, prendra fin.

Parallèlement, les médias, avec les émissions radiophoniques en Casamance ont joué un rôle important à travers la sensibilisation et la conscientisation populaire.

Si l'on se réfère aux causes profondes de l'extrémisme violent, il apparaît clairement que la plupart des actions menées par la société civile en Casamance pourraient, si elles étaient reconduites ou élargies à d'autres régions du pays, jouer un rôle similaire pour la prévention de l'extrémisme violent.

De telles actions seraient utiles à l'endigement des conséquences des causes profondes de la violence armée. Elles constituent aussi des processus de relance du développement, comme c'est le cas avec la création et le financement d'activités génératrices de revenus.

Ces efforts contribueraient à la diminution du taux de chômage, considéré comme une cause importante de frustration chez les jeunes, justifiant parfois leur adhésion aux groupes extrémistes violents.

De même, ces actions en Casamance ont permis à la population d'être plus impliquée dans la sphère décisionnelle, et donc, de retrouver confiance en elle et d'établir des axes de dialogue entre elle et les décideurs politiques et des Forces de défense et de sécurité.

Le même principe pourrait ainsi opérer en faveur de la prévention de l'extrémisme violent.

Autres expériences de la société civile dans la sous-région

En dehors du Sénégal, certains pays comme le Mali, le Burkina Faso ou encore le Niger sont directement confrontés à l'extrémisme violent, qui sévit à l'intérieur de leurs territoires.

Ayant aussi compris l'importance de la société civile dans le rétablissement de la paix, ces pays ont tous opté pour une approche holistique de la sécurité et œuvrent à la rendre opérationnelle.

Même si les contextes sont différents à certains égards, le Sénégal pourrait s'inspirer de leurs expériences, dans la mesure où il existe des similarités dans les défis auxquels doivent faire face tous les États de l'espace CE-DEAO.

S'y ajoute l'existence de facteurs endogènes et exogènes qui font que le Sénégal n'est pas à l'abri de l'extrémisme violent. De plus, le contexte actuel marqué par la porosité des frontières requiert l'harmonisation des stratégies de sécurité.

Toujours dans la démarche inclusive, plusieurs organisations de la société se sont évertuées à agir sur les causes profondes de l'extrémisme violent au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

Au Mali, un ensemble d'initiatives a été pris sous l'approche holistique de la sécurité ; en atteste la rédaction du Livre Blanc de la société civile pour la paix et la sécurité.¹⁶

En effet, le Livre Blanc présente les perceptions et les attentes des populations et propose des pistes de réflexion et d'actions concrètes pour les décideurs politiques.

Il se veut être un outil de plaidoyer dont l'objectif est de faire entendre la voix des populations maliennes dans l'élaboration des mesures pour la paix et la sécurité des populations¹⁷.

Au Sénégal, l'initiative de l'élaboration d'un Livre blanc sur le rôle de la société civile dans la sécurité pourrait aider à mieux appréhender les attentes parfois complexes des populations et permettrait de mener des études de perceptions indispensables à la prévention, afin d'éviter les écarts entre les attentes populaires et les réponses apportées par les décideurs politiques.

De même, il aiderait à harmoniser les actions des organisations de la société civile pour une plus grande efficacité.

L'initiative a déjà été prise par les Femmes en Casamance avec le « Livre Blanc pour la paix durable en Casamance : Perspectives des Femmes et Populations locales »¹⁸ qui gagnerait à être mieux exploité.

De plus, le Mali à travers le document de politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent

et le terrorisme et son plan d'action 2018-2020¹⁹ donnait une place importante à la nécessité d'une sécurité inclusive. A cet effet, les interventions de l'IMRAP (Institut malien de Recherche Action pour la Paix) s'inscrivaient dans cinq (05) piliers, à savoir : la cohésion sociale, la promotion des pratiques démocratiques et de bonne gouvernance, l'état de droit et le respect des droits humains.²⁰

Ces orientations ont été décrites en actions concrètes dans un plan d'action multisectoriel.²¹

Face à la menace de l'extrémisme violent, le Sénégal aussi gagnerait à élaborer et à consigner une stratégie de prévention de l'extrémisme violent dans un document de politique nationale qui permettrait d'harmoniser et d'établir un plan d'action structuré fondé sur une approche inclusive de la sécurité et prenant en compte les causes profondes de l'extrémisme violent.

Par ailleurs, d'autres initiatives ont été portées par l'ONG Partners West Africa au Mali.

Le projet intitulé « Malian Citizen Security » a permis de former des organisations de la société civile sur les concepts de sécurité humaine et de sécurité inclusive, afin qu'elles puissent participer efficacement

à la RSS (Réforme du Secteur de la Sécurité).

Un autre projet de Partners West Africa dénommé « le rôle des femmes dans les RSS et la prévention du terrorisme » avait comme objectif d'une part d'informer et de sensibiliser la population sur son rôle dans la RSS, et d'autre part sur la prévention du terrorisme et de l'expansion de l'intégrisme religieux.

Ce projet qui a ciblé des femmes et des jeunes a permis d'organiser des ateliers sur la thématique précitée dans les régions de Ségou, Mopti, Bamako, Koulikoro, Sikasso et Kayes, avec la collaboration de l'Association pour le développement des Droits de la Femme (APDF) et l'appui technique de la MINUSMA²².

Au Sénégal, l'implication de la société civile dans la RSS devrait aussi être renforcée dans le cadre d'ateliers de formations sur la prise de conscience du rôle qu'elle doit y jouer et notamment dans la prévention de l'extrémisme violent et sur les conditions d'efficacité de cette implication.

En outre, dans l'optique de mieux appréhender les perceptions des populations sur l'extrémisme violent et d'accentuer leur rôle dans la prévention de l'extrémisme violent, le Niger et le Burkina Faso se sont rapprochés des jeunes et des communautés vulnérables susceptibles d'être ciblées

par les groupes armés terroristes à travers respectivement la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP) et le Centre de suivi et d'analyses citoyens des politiques publiques (CDCAP).

Dans la région de Tillabéri au Niger, la HACP organise des sessions de dialogue entre communautés afin de prendre la mesure des projets en cours et de remédier aux insuffisances conflictogènes.²³ La CDCAP a, quant à elle, institué un Réseau de la société civile lui permettant de rassembler les avis et les contributions, y compris des communautés habitant les régions les plus éloignées, grâce aux « cadres de concertation communaux » chargés de transmettre les avis aux autorités burkinabè.²⁴

Au Sénégal, la création d'organes de relais entre décideurs politiques et communautés locales pourrait s'avérer utile dans la collecte d'informations fiables sur les attentes populaires et les différentes perceptions.

Si nous prenons le secteur de l'éducation, le Burkina Faso s'est attelé à rendre effective la participation des enseignants dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent en mettant sur pied le Secrétariat technique de l'éducation en situation d'urgence (ST/ESU) et mis en œuvre un plan d'actions qui vise le renforcement des capacités des enseignants

dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent.

Ce plan d'action qui découle du projet « Autonomisation de la jeunesse pour la construction de la paix et de la résilience et pour la prévention de l'extrémisme violent dans les pays du Sahel via la formation des enseignants » a été initié par l'UNESCO²⁵.

Une telle initiative pourrait au Sénégal, se matérialiser par la formation et l'introduction d'autres modules sur le civisme, le patriotisme, la tolérance et l'acceptation des différences dans les écoles élémentaires.

NB : les expériences ci-dessus énumérées ne visent en rien l'exhaustivité mais simplement à illustrer quelques initiatives parmi d'autres.

Leçons apprises

Nous pouvons retenir que les expériences de la société civile en Casamance, au Mali, au Burkina Faso et au Niger pourraient inspirer les stratégies de prévention de l'extrémisme violent au Sénégal.

Elles consisteraient à créer les conditions d'une meilleure inclusion de certains acteurs dans les politiques de sécurité : il s'agit des femmes, des jeunes et représentants religieux et coutumiers, ainsi que des médias, qui peuvent aborder les causes profondes menant à l'extrémisme violent

et être vecteurs de paix à travers la sensibilisation et l'instauration d'un dialogue indispensable à la cohésion sociale.

Pour ce faire, il faudrait :

- organiser des ateliers de formation portant sur la maîtrise et l'appropriation des concepts de sécurité inclusive et de prévention de la violence par les acteurs de la société civile ;

- diffuser des émissions en langues locales dans les radios communautaires afin de garantir l'accès à l'information et ainsi permettre une meilleure compréhension et appropriation de la prévention de l'extrémisme violent par les populations ;

- initier des programmes d'éducation à la paix et à la citoyenneté dans les écoles élémentaires ;

- penser à l'élaboration d'un Livre blanc de la société civile pour la paix et la sécurité au Sénégal. Ce livre blanc serait, à l'image de celui du Mali, un outil de plaidoyer, au travers duquel, les avis et inquiétudes des populations locales seraient clairement exprimés afin d'être mieux pris en compte dans l'élaboration des mesures sécuritaires et des politiques publiques en matière de prévention de l'extrémisme violent ;

- lancer des programmes de relance économique pour lutter contre le chômage et le désœuvrement, en soutenant par exemple, l'entrepreneuriat des jeunes ;
- prôner des actions de bonne gouvernance et de démocratie dans la gestion des affaires publiques et locales ;
- penser à la création d'organes de relais chargés de recueillir la perception des communautés vulnérables ;
- créer des espaces de partage entre les FDS, les populations et les politiques à tous les niveaux ;
- concevoir et mettre en œuvre une stratégie nationale de prévention de l'extrémisme violent.

Conclusion

Il ressort de tout ceci que la société civile en Afrique, plus particulièrement au Sénégal, au Mali au Burkina Faso et au Niger, a investi la sphère de la sécurité. Immixtion certes inévitable, au vu du contexte changeant, mais qui pourrait être mieux encadrée et plus efficiente.

Le Sénégal, qui se trouve géographiquement dans une zone ouest africaine lourdement affectée par l'extrémisme violent, devrait redoubler de vigilance et suivre de très près les expériences des pays déjà touchés et qui pourraient lui être utiles dans sa politique de prévention de l'extrémisme violent, notamment par l'implication de la société civile.

Il devrait aussi tirer profit de l'expérience casamançaise en matière de recherche de la paix dans la mesure où, la société civile à travers les femmes, les jeunes, les médias, les représentants coutumiers et religieux, de même que certaines organisations a joué un rôle déterminant.

Notes de bas de Pages

¹ Note de recherche Thinking Africa Mouhamadou Al Mokhtar Niang «Le processus de paix en casamance : entre présents équivoques et futurs possibles», p.7

- Accords de Toubacouta le 20 mars 1991 entre Marcel Basséne du collectif des députés originaires de la Casamance et le MFDC. Ces accords servaient à préparer les accords de Cacheu.

- Accords de Cacheu (Guinée Bissau) le 31 mai 1991 à Cacheu, tout d'abord, il faudrait signaler que les insuffisances de cet accord sont de plusieurs ordres :

- Le 26 décembre 1999, un accord de cessez-le-feu à Banjul.

- Le 24 mars 2001, le gouvernement et les rebelles se rencontrent pour « finaliser » l'accord de paix signé le 16 mars.

- Le 30 décembre 2004, un nouveau cessez-le-feu est signé entre le Ministre de l'Intérieur Ousmane Ngom et Diamacoune Senghor.

² Mémoire M Ibrahima KA : contribution de la société civile dans la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest : cas spécifique du Sénégal, a été l'une des premières organisations de femmes actives dans le processus de paix en Casamance

³ Ibidem p.41

⁴ Les Cahiers du CHEDS défis sécuritaires au Sénégal, volume 1, p.75 USOFORAL, signifiant en langue diola « tenons-nous la main » créée en 1999 et officiellement reconnu en 2005, est l'une des organisations de femmes dont les multiples actions ont permis à beaucoup de communautés autochtones voisines de retrouver la paix.

⁵ Le bois sacré est un pilier de la société casamançaise traditionnelle. Il s'agit d'espaces boisés, où on trouve nombre d'objets chargés de sens : têtes d'animaux plantées dans le sol, canaris à moitié ensevelis, bâtons et piquets fichés sur des monticules de terre entourés d'arbres qu'on appelle des Bakin. Ce bois et son arsenal surnaturel stimulent les populations du sud.

⁶ Mémoire M Ibrahima KA, Op.cit., p.35

⁷ Ibidem

⁸ Idem, p.29

⁹ Idem, p.55

¹⁰ Les Cahiers du CHEDS défis sécuritaires au Sénégal, volume 1, p.75 USOFORAL, signifiant en langue diola « tenons-nous la main » créée en 1999 et officiellement reconnu en 2005, est l'une des organisations de femmes dont les multiples actions ont permis à beaucoup de communautés autochtones voisines de retrouver la paix, p.71

¹¹ Initié par le CONGAD, le programme SUD (Solidarité-Urgence et développement) a permis de mener un important travail de plaidoyer qui contribuera à faire revenir les PTF (Partenaires Techniques et Financiers) en Casamance, et mobilisera bon nombre d'OSC dans la dynamique de paix.

¹² Le CEGID (Centre de guidance infantile et familiale) est une Organisation Non Gouvernementale créée par le Pr. Serigne Mor MBAYE, psychologue clinicien, en 1986. L'ONG a pour vocation la thérapie, la formation et la recherche. Elle a largement contribué à la réflexion sur les droits des enfants au Sénégal.

¹³ Mémoire M. Ibrahima KA contribution de la société civile dans la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest : cas spécifique du Sénégal, annexe 5, p.56

¹⁴ Ibidem, p.55

¹⁵ Qui signifie fromager

¹⁶ https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-01/livre_blanc_mali_2019.pdf

¹⁷ Livre blanc de la société civile pour la paix et la sécurité au Mali, résumé exécutif, 31 janvier 2019

¹⁸ Livre Blanc pour la paix en Casamance : perspectives des Femmes et Populations locales, Août 2019, Abis Editions, ISBN : 978-é-37854-010-

¹⁹ <https://www.maliapd.org/plateforme-gt/wp-content/uploads/2019/01/Politique-nationale-de-lutte-contre-lextrémisme-violent-et-le-terrorisme-2017.pdf>

²⁰ Rapport de séminaire régional sur le thème « Forces de défense et de sécurité et acteurs politiques dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique : pour des synergies opérationnelles ».

²¹ Ibidem

²² Plaquette Partners West Africa, 2018

²³ Centre d'études stratégique de l'Afrique, bulletin de la sécurité africaine n 36 « répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel », par Pauline Leroux, <https://africacenter.org/fr/publication/repondre-a-lessor-de-lextrémisme-violent-au-sahel/>

²⁴ Ibidem

²⁵ Ministère de L'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales Prévention de l'extrémisme violent par l'éducation : des outils pédagogiques pour les enseignants en élaboration à Bobo-Dioulasso 09/01/2020, DCPM/ME-NAPLN

Awa Aïcha DIOP

Politiste consultante, spécialisée en paix, défense et sécurité

Awa Aïcha Diop est chercheuse en Science politique, inscrite à l'Ecole Doctorale des Sciences Juridiques, Politiques, Economiques et de Gestion (EDJPEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar. Elle est titulaire d'un double Master en Science politique et en Communication et d'un Master II en Défense, Paix et Sécurité, au Centre des Hautes Eudes de Défense et de Sécurité (CHEDS).

Face à la réalité des menaces actuelles, la société civile s'est érigée en actrice incontournable dans les stratégies de sécurité des États. Au Sénégal, elle a joué un rôle important dans la recherche de la paix en Casamance. Dans un contexte marqué par l'extrémisme violent, ces expériences, de même que celles d'autres pays de la sous-région, ne pourraient-elle pas servir dans la prévention ?

Editing : Professeur Aly TANDIAN,
Dr (Ph.D) Christiane AGBOTON JOHNSON



Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

**Boulevard de la Défense x Rue du Port, derrière la BCEAO siège
BP: 4705 Dakar - Sénégal Tél: +221 33 822 91 67**

www.cheds.gouv.sn